

Journal de Syrie

N° 51 du 23.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Sommaire :

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Lutter de toutes nos forces contre la guerre et les aventures militaires dans la région du Golfe persique et au Moyen-Orient !

1 Dossier

1-1 Carolin Brühl : Todenhöfer : « La moitié des informations sur la Syrie sont fausses ».

L'auteur Jürgen Todenhöfer se rend fréquemment en Syrie. Il y a aussi rencontré le dirigeant Assad. Todenhöfer plaide pour un point de vue neutre sur le conflit. Ancien député CDU au Bundestag, il visite la Syrie autant qu'il peut – parfois plusieurs fois par année. Il y a un mois, il a voyagé à travers le pays durant près de quatre semaines. Il a pu se déplacer librement. Todenhöfer était à Damas, mais aussi à Homs, Hama et Deraa, sur les lieux qui font la une des journaux depuis presque une année, en raison des affrontements sanglants entre les forces de sécurité du régime et les insurgés.

Welt Online : Monsieur Todenhöfer, il y a peu vous étiez en Syrie. Par qui avez-vous été invité, et dans quelle mesure étiez-vous libre de circuler ?

Jürgen Todenhöfer : Personne ne m'a invité.

Vous êtes donc simplement entré dans le pays comme touriste ? Est-ce possible ?

Oui, ça marche. Je me rends en Syrie depuis plus de dix an. J'ai écrit un livre sur la Syrie et l'Irak qui a aussi été traduit en arabe. Il commence par Hakaouati, le conteur de contes de la Mosquée des Omeyyades à Damas. J'y vais chaque année. La Syrie est le berceau de notre civilisation et Damas est une des plus belles villes du monde arabe. La tête de Saint Jean Baptiste est enterrée dans la Mosquée des Omeyyades et à Damas, Saül devint Saint Paul.

Mais est-ce que vous comprenez et parlez l'arabe ?

Pas un mot.

Comment parlez-vous alors avec les gens ?

La plupart du temps, je suis accompagné d'un ou de plusieurs traducteurs.

Qu'est-ce qui vous a incité à repartir juste maintenant en Syrie, en dépit de tous les avertissements ?

Lorsque durant dix ans on ne cesse de voyager dans ce pays, il n'y a aucune raison de ne pas y retourner juste maintenant. Cette fois, j'ai eu quelques difficultés au début. J'ai été arrêté à l'aéroport de Damas parce que les services secrets syriens avaient émis une interdiction d'entrée contre moi. J'avais écrit un article dans Die Zeit que bien des personnes considéraient comme trop critique en Syrie. Il fallut plus de deux heures jusqu'à ce que je puisse enfin entrer dans le pays. Plus tard, ça m'a été utile parce qu'un Allemand de Syrie avait assisté à la scène et il l'a racontée quelques jours plus tard à Assad. Sur quoi Assad m'a invité à un entretien.

Assad a annoncé un référendum populaire pour mars, concernant une nouvelle Constitution. A quel point peut-on prendre cette initiative au sérieux ? Assad dirige-t-il effectivement lui-même les destinées de son pays ?

Je crois qu'il est l'homme le plus puissant de son pays. Et que la crise l'a rendu plus fort.

Pourquoi ?

Une crise décide si on peut s'emparer des choses ou s'il vaut mieux les remettre à d'autres. Il me semble que depuis lors, Assad fixe clairement la direction de sa politique. Je crois que ce référendum populaire sur une constitution démocratique est son idée. Lorsqu'il est parvenu au pouvoir il y a dix ans, il a essayé de moderniser le pays. Cela lui a valu beaucoup de difficultés. A l'intérieur comme à l'extérieur. On sait qu'en Occident, on lui a reproché d'être impliqué dans l'assassinat de l'ancien président du conseil des ministres libanais Hariri. Aujourd'hui il s'est avéré qu'il n'en était rien. En tout cas, Assad n'a pas réussi dans ses efforts de transformer le pays comme il avait eu l'intention de le faire.

Qu'est-ce qui l'en a empêché ?

Il y a des forces conservatrices puissantes dans des pays comme le Maroc, l'Arabie saoudite ou la Syrie. Assad n'avait pas seulement le problème de Hariri, il dut aussi rapatrier les troupes syriennes du Liban. Tout cela a amené à une situation de politique intérieure dans laquelle il était difficile d'imposer des réformes essentielles contre les forces conservatrices. Assad m'a dit de vive voix qu'il considère la démocratie en Syrie comme « impérative ». Et qu'à cet égard l'élaboration d'une constitution démocratique devait jouer un grand rôle.

Veut-il aussi renoncer au primat de son parti Baath ?

Envers moi, il a souligné que tous les partis seraient autorisés. Le référendum populaire en mars est une décision révolutionnaire pour un pays autocratique comme la Syrie parce que ce faisant, Assad remet la décision sur l'avenir du pays dans les mains du peuple. Le peuple n'a pas seulement la possibilité d'accepter cette constitution, il peut aussi la refuser. Je ne connais pas beaucoup de souverains autocratiques qui oseraient risquer un pareil référendum populaire.

Cela veut-il dire que vous croyez à une volonté de changement d'Assad et que vous croyez que ça peut être un moyen réaliste pour le pays ?

Plus l'Occident lui tape dessus, plus ça devient difficile pour Assad. Un politicien marxiste de l'opposition, qui a fait 14 ans de prison sous le père d'Assad, m'a dit que le seul qui pouvait amener à l'amiable la Syrie à la démocratie, c'était Bachir al-Assad. Aussi parce que la majorité des Syriens continuaient de faire une grande différence entre Assad et le système.

Mais que doit alors faire l'Occident ? Soutenir Assad ? Négocier avec lui ? Les medias occidentaux sont sous la pression des images de la violence brutale qui proviennent du pays. Et il y a peu de reportages objectifs.

La situation en Syrie est très complexe. En dépit du fait que de manière inattendue ce ne sont pas que les adversaires, mais aussi les partisans d'Assad qui revendiquent bruyamment la démocratie. Entre-temps, la démocratie est largement indéniable en Syrie. J'ai assisté à des manifestations à Damas auxquelles

participaient entre un et deux millions de personnes.

Les gens criaient en chœur : « Assad, démocratie », et « Assad, liberté ». Les révoltés syriens veulent évidemment aussi la démocratie, cependant sans Assad. Il y a donc des manifestations pacifiques pour et contre Assad, mais toujours pour la démocratie. Toutefois, il y a des unités armées des deux côtés qui se livrent à des confrontations militaires sans merci. Ce qui provoque toujours des morts civiles. C'est totalement inacceptable et est à juste titre durement critiqué.

Toutefois, des leaders politiques de l'opposition syrienne m'ont dit que la guérilla de l'opposition tuait des civils et « réglait des comptes ». A Homs, je me trouvais dans la maison d'un partisan déclaré de Assad. On a tiré dans la chambre de sa fille de trois ans depuis une tour d'en face. J'ai vu les points d'impacts. Le jour après ma visite, il reçut une menace de mort et dut quitter sa maison. A Homs, j'ai moi-même été pris sous un lourd feu croisé lorsque la guérilla tira sur deux policiers.

Ce sont des affrontements comparables à une guerre civile. En Occident, on ne nous parle que des méfaits que commettent les forces de sécurité de l'Etat. Mais on occulte les méfaits de l'autre côté. Les reportages internationaux sont extrêmement unilatéraux.

Mais pourquoi Assad n'admet-il pas des journalistes dans son pays qui pourraient dessiner une image plus objective ?

C'est une grossière erreur du gouvernement. Je n'ai jamais ressenti aussi fortement la valeur d'un journalisme libre qu'en Syrie. En Syrie, l'opposition détient actuellement un monopole de l'information qu'elle exerce sans pitié via al-Jazira et al-Arabia. A Homs par exemple, il y a quatre stations satellite auxquelles chaque photographe muni d'un portable peut transmettre ses prises de vue dans la seconde. Aussi, on en profite, ce qui est bien compréhensible.

Qu'en est-il de l'accès libre à l'Internet ?

En matière d'Internet, la Syrie est un *des pays les plus développés du monde arabe*. C'est d'ailleurs Assad qui a instauré cela personnellement. Si vous allez dans un restaurant, vous avez toujours gratuitement un accès wireless et vous pouvez recevoir vos courriels. Il y a quelques semaines, la presse mondiale affirma que désormais les iPhones étaient interdits en Syrie. J'ai alors appelé Damas et interrogé mon interlocuteur à ce sujet. Il a ri : « Vous m'appelez pourtant précisément sur mon iPhone. » La moitié des informations concernant la Syrie sont fausses.

Connaissez-vous d'autres exemples ?

Durant mon séjour à Damas, la presse mondiale rapporta que le quartier général du parti bath avait été attaqué et fortement endommagé. Qu'il y avait eu un mort. Ça m'a fortement impressionné. Jusque là, Damas avait été une ville sûre dans laquelle il y avait même encore quelques touristes.

Le lendemain, je me suis rendu en voiture vers ce bâtiment. Deux aimables policiers se tenaient devant le bâtiment intact. Lorsque je leur demandai où se trouvaient les lourds dégâts, ils m'ont montré deux vitres enfoncées dans le hall d'entrée, dans lequel quelqu'un avait jeté un pétard. Lors de ma visite à Homs, j'ai vu que les étals du marché étaient couverts de victuailles et de légumes. Moi aussi j'y ai fait mes emplettes. Quelques jours plus tard, j'ai lu dans la presse mondiale : « Catastrophe humanitaire à Homs ».

Peu après je suis retourné une deuxième fois en ville et j'y ai rencontré des rebelles. Je rencontre toujours les deux côtés. Je les ai interrogés sur la « catastrophe humanitaire ». Ils ont avoué en riant : « C'est nous qui avons lancé ça ». Ils étaient tout fiers. Peu de temps après, un autobus transportant de jeunes Alaouites a été arrêté à Homs par des motos. Ces jeunes gens ont été exécutés à quelques mètres de distance par les attaquants en moto.

Un seul a survécu. Il raconta que les auteurs étaient des rebelles armés. L'attaque était un signal pour Assad qui est aussi alaouite. Le soir par contre, al-Jazira prétendit dans les informations que Assad avaient à nouveau fait tuer des jeunes gens innocents à Homs. Les reportages de Syrie me rappellent de façon inquiétante les reportages avant le début de la guerre d'Irak. Les reportages de la télévision d'Etat syrienne ne sont toutefois pas meilleurs.

Mais qui soutient alors les rebelles ? Sont-ce les pays voisins mal intentionnés tels que l'Arabie saoudite ou le Qatar, qui s'étaient déjà engagés en Libye ? S'agit-il aussi d'un conflit islamique intérieur ?

J'ai passé quatre semaines dans le pays. Je sais quand-même qu'il y a bien des choses que je n'ai pas vues. Mais j'ai vu que ce soulèvement n'est pas toujours pacifique. Il y a des forces à l'étranger qui fournissent des armes lourdes à la partie violente de l'insurrection. *La piste la plus sérieuse mène au Qatar. Le Qatar était aussi le grand fournisseur d'armes en Libye.* Les Américains n'interviennent pas directement, la résistance armée passe par des Etats arabes voisins, avant tout par le Qatar et l'Arabie saoudite. Al-Jazira est également originaire du Qatar.

Il s'agit donc d'une espèce de guerre par suppléants ?

Je ne le sais pas. Je ne suis pas non plus partisan des théories de complots. Mais à l'arrière-plan se profile *la tentative des Etats-Unis de créer un « Greater Middle East » dans lequel il n'y aurait plus que des Etats proaméricains dans la ligne. Les USA considèrent toute la région comme leur chasse gardée. Kissinger est l'auteur de la phrase : « Le pétrole est beaucoup trop précieux pour être abandonné aux Arabes ».*

Les Américains ont raté la révolution en Tunisie et en Egypte. Mais ensuite ils ont pris la décision de participer dans leur sens aux bouleversements du monde arabe. J'éprouve une grande sympathie pour l'Amérique démocratique, mais au Proche-Orient, la démocratie importe peu aux Etats-Unis. Sinon ils devraient aussi appuyer les manifestations en Arabie saoudite, au Qatar et à Bahreïn, mais là, ils soutiennent des gouvernements dictatoriaux.

Comment cela va-t-il continuer en Syrie à votre point de vue ?

En Syrie il y aura une démocratie comme dans l'ensemble du monde arabe. Le recours à la violence contre des manifestations pacifiques prônant celle-ci est inacceptable. Mais lorsque j'ai demandé à Assad pourquoi on ne pourrait pas – au moins durant un laps de temps limité – renoncer à la violence contre les rebelles armés, il m'a demandé si je pouvais lui citer un pays occidental qui accepterait que tous les jours vingt à trente de ses soldats soient tués.

Il m'a demandé : Est-ce que Madame Merkel accepterait cela ? Je n'ai pas su que répondre. Je lui ai dit qu'il devait néanmoins engager un dialogue, même avec les forces extrémistes. Qu'il n'y avait qu'un dialogue qui pouvait amener un cessez-le-feu. Qu'il devait prendre la tête du mouvement démocratique pour aboutir à la paix et à la démocratie.

Qu'a-t-il répondu ?

Il a dit que ce qui importait le plus, c'était d'élaborer une Constitution démocratique, et que le peuple devait pouvoir se prononcer à ce sujet. [...].

Jürgen Todenhöfer a fait des études de droit aux universités de Munich, Paris, Bonn et Freiburg. Il a fait son doctorat à Freiburg. En 1972, il a été élu au Bundestag allemand en tant que candidat direct de la CDU. Il y a exercé le mandat de député et de porte-parole de politique du développement du groupe CDU/CSU jusqu'en 1990. Déjà avant cela, en 1987, il est entré au Groupe Hubert Burda Media, où il est parvenu à la vice-présidence de la direction.

Ces dix dernières années, Jürgen Todenhöfer s'est constamment exprimé de façon critique sur les guerres en Afghanistan et en Irak. Il y a publié une série de livres traitant de ces deux guerres. En 2003, il a écrit « Wer weint schon um Abdul und Tanaya ? Die Irrtümer des Kreuzzugs gegen den Terror » (ISBN 3-451-05420-5) (Qui va pleurer Abdul et Tanaya ? Les erreurs de la croisade contre le terrorisme). C'est un livre qui décrit clairement, par l'exemple d'enfants afghans, l'absurdité de la « guerre contre le terrorisme ». Dans le livre « Andy und Marwa. Zwei Kinder und der Krieg » (2005, ISBN 3-570-00859-2) (Andy et Marwa, deux enfants et la guerre), Todenhöfer décrit deux destins de la guerre d'Irak, celui d'une fille irakienne et d'un jeune soldat américain. Dans « Warum tötetest du, Zaid ? » (Pourquoi tues-tu, Zaïd ?) (2008, ISBN 978-3-570-01022-8), Todenhöfer analyse par beaucoup d'entretiens sur place les raisons de la résistance contre l'occupation US en Irak. Son dernier livre jusqu'ici, « Teile dein Glück... und du veränderst die Welt ! – Fundstücke einer abenteuerlichen Reise » (2010, ISBN 978-3-570-10069-1) (Partage ton bonheur... et tu changes le monde ! – trouvailles d'un

voyage aventureux) est un livre traitant de questions éthiques centrales.
Pour plus d'informations sur Jürgen Todenhöfer, consultez son site Internet
www.juergentodenhoefer.de
<http://michelcollon.info/Todenhofer-La-moitie-des.html>

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Collectif pour la Syrie : CRISE EN SYRIE : Lettre ouverte aux Médias, aux Elus et aux Candidats à la Présidence de la République Française.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes des citoyens majoritairement syriens, français et/ou franco-syriens de culture, de religion, de profession et de sensibilités multiples. Le collectif qui nous unit a pour objectif de rassembler nos forces et convictions pour la défense de la Syrie et de son peuple, de son histoire, et de sa générosité, tout en conservant l'amour que nous portons pour la France, sa grandeur, et les valeurs que cette patrie - d'adoption pour un grand nombre de signataires - porte en elle en termes d'humanisme, d'universalisme, de liberté, et de démocratie.

Pas un jour ne passe sans informations sur la Syrie. Mais quelles informations ? Les médias internationaux "mainstream" font-ils réellement leur travail en ne livrant qu'une seule version des événements alimentée par « l'observatoire syrien des droits de l'homme, (OSDH) » géré par un seul homme qui compile à l'étranger des vidéos qui lui seraient adressées de Syrie.

Ces informations de l'OSDH sont couplées avec les annonces de l'opposition syrienne en exil, les déclarations de la Ligue Arabe et sont reprises sans aucune vérification par les Chancelleries Occidentales.

Traitement univoque et toujours émotionnel de l'information qui a trouvé son épiphénomène avec le drame de Homs, en ignorant toute considération géopolitique pourtant très éclairante.

Des membres de la coordination du Collectif ont effectué plusieurs séjours en Syrie :

- du 17 au 24 janvier 2011,
- du 8 au 15 mars 2011,
- du 1er au 4 avril 2011,
- du 23 avril au 7 mai 2011,
- du 12 au 19 mai 2011,
- du 10 au 17 juillet 2011,
- du 20 au 27 septembre 2011,
- du 29 octobre au 8 novembre 2011,
- du 15 au 22 novembre 2011,
- du 21 au 28 décembre 2011,
- du 14 janvier au 4 février 2012,
- du 18 au 28 février 2012.

Ils reviennent après s'être entretenus avec de très nombreux interlocuteurs de toutes tendances et après avoir effectué plusieurs déplacements dans le pays.

Nous sommes toujours frappés par le grand écart entre la réalité sur le terrain en Syrie et la version officielle et/ou gouvernementale transmise en France de façon monolithique.

La situation est d'une extrême gravité mais ne justifie pas une couverture des événements décalée par rapport à la réalité de ceux-ci.

Soucieux de la paix et de la stabilité dans cette région du monde, nous avons également pleinement conscience de la vocation de la France dans cette région, plus particulièrement avec la Syrie où elle se doit de maintenir sa place.

Le problème majeur auquel nous sommes confrontés est l'attitude autistique des médias en France qui ne diffusent qu'un seul point de vue, quotidiennement, avec acharnement, sans mesure, sans nuance.

La question de la finalité de ce type d'information se pose.

Il n'est pas concevable de diffuser la même version des faits non vérifiable, commentée souvent par de

faux spécialistes et documentée par de fausses images.

Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Une des questions qui s'impose est donc celle de la désinformation. Comment expliquer une telle différence entre la réalité du terrain et les propos tenus dans nos journaux et sur nos petits écrans, qui donnent de la Syrie l'image d'un pays à feu et à sang, où la répression aurait fait plus de huit mille morts (un nombre de plus en plus souvent avancé sans emploi du mode conditionnel) ? Pour l'essentiel, une réponse : l'OSDH ; l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (ou, plus exactement, « les » OSDH), la source quasiment unique des médias occidentaux, presque systématiquement mentionnée dans tous les articles de journaux et reportages télévisés. En juillet 2011 déjà, nous avons été frappé par la distorsion qui existait entre le terrain et « l'information », et ce plus encore à l'occasion d'une expérience très précise, à Hama. Le vendredi 15 juillet, nous avons assisté à une manifestation qui avait rassemblé entre 3.000 et 10.000 personnes. Le soir même, l'AFP, suivie des bulletins de France 24, d'Euronews et du journal Le Monde, avait annoncé 500.000 manifestants et la fin prochaine du régime ! Il convenait de s'interroger sur l'origine de « l'information » : l'OSHD... La ville de Hama, qui plus est, ne compte pas même 400.000 habitants, ce qu'aucune rédaction n'a vérifié. L'étiquette « droits-de-l'homme » de cette organisation semble ainsi avoir inspiré une totale confiance. Pourtant, à plusieurs reprises, les dépêches de l'OSDH se sont révélées contenir des « fakes ». Autre cas très concret : le 20 novembre, toute la presse a annoncé une attaque de roquettes contre le siège du parti Baath à Damas. Un de nos contacts à Damas nous a informé de ce que le bâtiment était intact. Nous l'avons vérifié. Deux coups de fil ont été suffisants pour vérifier l'information et publier une photographie du siège du Baath, avec, en avant-plan, la une d'un grand quotidien du lendemain de la prétendue attaque. Autre exemple vécu : le 27 décembre, nous étions à Damas lorsque l'on a annoncé une fusillade à l'université. Nous nous sommes immédiatement rendus sur place, puis à l'hôpital où les blessés étaient transportés. Nous avons rencontré des étudiants, ainsi que la mère et la tante d'un des blessés : un opposant au gouvernement, un étudiant, était entré dans une salle d'examen et avait tiré, en choisissant ses cibles, tous membres d'organisations étudiantes. Dans l'heure, l'OSDH a affirmé que plusieurs tireurs pro-régime avaient ouvert le feu, tuant et blessant des étudiants qui manifestaient contre le gouvernement... Une « information » immédiatement reprise par l'ensemble des sites de presse occidentaux. Il convenait dès lors de mener une enquête de fond, dans le but d'identifier avec précision l'OSDH, organisation basée à Londres qui, selon plusieurs sources interrogées en Syrie en juillet déjà, dans les milieux de l'opposition, comprendrait notoirement des membres des Frères musulmans.

Il n'a pas été bien difficile de rencontrer les membres de cette organisation, à l'origine de laquelle on trouve un certain Rami Abdel Rahmane, syrien émigré à Londres, propriétaire d'un commerce de prêt-à-porter. Depuis le début de la crise syrienne, cet opposant au régime baathiste a créé un site sous le label rassurant d'observatoire des droits de l'homme, adressant aux agences de presse des dépêches dénonçant les exactions du gouvernement syrien et des bulletins nécrologiques chiffrés, informés quotidiennement, selon lui, par un réseau de plusieurs centaines d'observateurs présents en Syrie.

Il doit y avoir d'autres points de vue dans le cadre d'un débat contradictoire.

La France, notre patrie d'adoption pour certains, est la mère universelle de l'avènement de la démocratie et respectée pour cela.

Comment concevoir que dans ce pays de liberté, il ne puisse y avoir pour des événements aussi graves aucun débat, aucun discours déviant de quelques mots de la ligne officielle, aucune voix portant une information autre ?

Cela nous concerne, mais concerne également la France qui a su se faire respecter en 2003 face au monde occidental en disant simplement « non » à la guerre en Irak.

Pour envahir l'Irak, les dirigeants des États Unis se sont ouvertement servis de l'opposition « extérieure » après avoir commis la plus grande escroquerie du siècle concernant les « armes de destructions massives ».

Avant même le retrait de leur armée, ils reconnurent que ce choix fut à l'origine de nombreuses erreurs d'appréciation qui, sur le terrain, coûtèrent des pertes immenses humaines et autres.

Aujourd'hui, il ne reste pour les U.S.A. que le prix exorbitant d'une guerre qui n'était censée durer que quelques mois.

Mais pour les Irakiens leur pays est désormais dévasté, ravagé, détruit et la population est en butte à des conflits religieux incessants. Qui n'a pas conscience aujourd'hui d'avoir été manipulé par des

informations relayées ad nauseam par l'ensemble des médias occidentaux ?

Il ne semble pas que cet échec ait servi ni à l'OTAN ni à ses alliés. Non seulement le même procédé est utilisé pour tenter d'imposer le Conseil d'Istanbul dit Conseil National Syrien, de Tunisie, ou de l'Union Européenne [le CNS] en tant que représentant légal du peuple syrien qui le rejette ; mais on ose s'adresser aux chrétiens du Proche-Orient en tant que protecteur. En effet, dans une tribune intitulée « Les chrétiens d'Orient et les printemps arabes »

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/spip.php?page=article_imprim&id_article=98696, Monsieur Juppé appelle les chrétiens de Syrie à « participer » à sa propre vision de la Syrie future et leur assure qu'il a beaucoup insisté sur la question du respect des « minorités » auprès du CNS « qui a vocation à rassembler l'opposition syrienne » ! Il ignore que, malgré les attaques terroristes, le peuple syrien vient d'adopter une Constitution qui démontre, entre autres, qu'une solution politique est possible... CNS ou pas !

Dans une interview télévisée sur la chaîne ANB

<http://www.youtube.com/watch?v=46OThtTtZhw&feature=share>, Monsieur Michel Samaha, homme politique libanais et ancien ministre de l'information, répond à cette sollicitude et à la notion de « minorités »... si inattendue de la part d'un ministre d'État Français où la laïcité fait loi « Non... Alain Juppé ne défend pas les minorités lorsqu'il écrit : Les chrétiens d'Orient sont inquiets. Inquiets pour la pérennité de leur présence dans une région qui est leur région depuis 2000 ans. Inquiets pour le respect de leurs droits dans un contexte de bouleversements majeurs. Inquiets face à la montée des tensions liées au confessionnalisme. Je veux leur dire que j'entends, que je comprends leurs craintes. Je voudrais rappeler que Juppé n'est pas De Gaulle pour se permettre de déclarer un « Je vous ai compris » équivalent à celui adressé autrefois aux Algériens réclamant leurs droits nationaux... Il n'est pas De Gaulle et il ne s'adresse pas aux Algériens... Je dis qu'il a fait alliance et a fabriqué des révolutions désormais livrées aux Takfiristes... Je lui dis qu'il est responsable de la mise en pièces, aujourd'hui même, des croix tombales du cimetière chrétien en

Libye... http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/video-libye-un-cimetiere-militaire-britannique-profane-par-des-miliciens_1090178.html Monsieur Juppé, vous en êtes responsable au même titre que l'État que vous représentez ; puisqu'avec Bernard Henri-Levy, vous avez revendiqué avoir fabriqué et réussi la révolution libyenne. Est-ce là le modèle que vous nous proposez ? Nous refusons vos propos, comme nous refusons que vous nous qualifiiez de minorités, alors que vous considérez les musulmans français comme des citoyens à part entière appartenant à une communauté particulière. Nous ne sommes pas des minorités dans nos patries respectives... Nous sommes des citoyens en pleine possession de notre citoyenneté, mais nous sommes chrétiens et nous nous soumettons à Dieu à travers l'Évangile, tout comme le musulman se soumet à Dieu à travers le Coran... Cette coexistence nous convient depuis toujours... nous la vivons bien, et notre culture commune en est l'expression...».

Certains hauts dignitaires européens n'hésitent pas à proposer de traiter la situation en Syrie avec des méthodes identiques à celles utilisées en Libye. Des dizaines de milliers de civils ont été massacrés, des dizaines d'usines et de sites économiques ont été détruits par des frappes aériennes, et maintenant la Libye est en plus divisée. Ce qui se passe entre Tripoli et Benghazi est un cauchemar politique : plus aucune autorité ne règne sur le pays, les milices s'entre-déchirent et le spectre de la partition menace l'unité nationale. A l'heure où les opposants syriens songent à militariser leur lutte, le chaos alarmant qui règne en Libye a de quoi faire réfléchir : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/l-echo-de-la-libye-retentit-en-syrie_1093039.html .

L'opposition reconnue par la France est autoproclamée et ne représente aucunement les syriens. Elle est composée de personnes qui ne vivent plus en Syrie depuis de nombreuses années et n'en connaissent que ce qu'ils en ont retenu lorsqu'ils ont quitté leur pays. Pas un syrien ne connaît M. Ghalioun ! Nous sommes loin de l'histoire de Monsieur Mandela ou de Monsieur Vaclav Havel.

Il est très difficile de définir aujourd'hui l'opposition syrienne qui est composée de coalitions hétéroclites dans lesquelles se trouvent des intellectuels, des jeunes de la classe moyenne, des exclus du système informel, des membres de courants libéraux, une opposition conservatrice, voire islamiste.

Mais cette opposition existe et se situe en Syrie – tous ceux qui la représentent vivent dans leur pays.

Les premières manifestations n'ont pas été perçues par le pouvoir syrien pour ce qu'elles étaient, à savoir une recherche d'ouverture politique, de liberté et de lutte contre la corruption.

Ce manque de vision a amené des éléments extérieurs à utiliser les premiers mouvements non pas pour

aider les manifestants, mais pour déstabiliser la Syrie avec des groupes armés extrémistes, salafistes et jihadistes financés de l'étranger. Exemple : Le Premier ministre du Qatar, Hamed ben Jassem al-Thani, s'est dit aujourd'hui favorable à des livraisons d'armes à l'opposition syrienne en lutte contre le régime du président Bachar al-Assad <http://plus.lefigaro.fr/article/syrie-le-qatar-veut-armed-lopposition-20120227-772956/commentaires?page=2>. Déjà très impliqué dans le renversement du gouvernement de Libye, où, suite à un accord bilatéral avec la France, il a armé plusieurs mouvements islamistes, le Qatar utilise désormais son bras médiatique, Al-Jazeera, pour soutenir la contestation en Syrie.

Les rumeurs, les messages anonymes sur Internet et les rapports émis par la TV satellite dans l'intention d'exacerber les divergences sectaires font partie de la campagne de déstabilisation. La France, y participe malheureusement d'une part à travers les médias et d'autre part par un soutien logistique. Le canard enchaîné, dans son édition du 23 novembre 2011 : «des officiers de la DGSE, le service de contre-espionnage français, ont été envoyés au nord du Liban et en Turquie avec pour mission d'instruire et de structurer les « contingents » de l'Armée Syrienne Libre, censée regrouper des « milliers » de « déserteurs » syriens».

D'autre part, le chef d'Al-Qaïda Ayman Al-Zawahiri a manifesté son soutien à la contestation en Syrie, le 12/2/2012, dans un enregistrement vidéo où «il demande aux musulmans de Turquie, de Jordanie et du Liban de soutenir la rébellion et de renverser le régime actuel, qu'il qualifie d'anti-islamiste».

Selon la télévision russe, le 16 février 2012, le chef du renseignement américain James Clapper «reconnait devant la commission des armées du sénat lors d'une audition, le soutien d'Al-Qaïda à l'opposition syrienne».

Quelle coïncidence !!!! La France qui a payé un lourd tribut, 82 soldats tués depuis 2001 en Afghanistan pour combattre les terroristes islamistes d'Al-Qaïda, se retrouve dans le même camp que ces derniers contre la Syrie laïque !!!

De pacifiques, les manifestations sont devenues armées, visant à atteindre des objectifs qui n'ont rien à voir avec des réformes politiques et sociales.

Les forces de sécurité ont commis plusieurs erreurs injustifiables dans le traitement de ces manifestations.

L'utilisation de ces erreurs par des éléments extérieurs a eu pour conséquence que des milliers de civils et des soldats ont été tués. Des gangs armés se sont constitués, attaquant des propriétés publiques et privées, et mettant en place des barricades dans certaines villes où ils ont pris le dessus. Dans les tous derniers mois, ces bandes armées se sont chargées de mettre sur pied des sites armés dans les régions frontalières entre la Syrie, la Turquie, le Liban, la Jordanie et l'Irak pour s'assurer une continuité dans le ravitaillement en armes et en équipements divers.

Dans le même temps, certains événements ont été exagérés. Des faits ont été falsifiés ; «comme la mort de l'enfant Sary Saoud attribuée à l'armée syrienne alors que la mère le contestait et indiquait que si l'armée avait été présente cela ne se serait pas passé. Les équipements dernier cri électroniques et médiatiques ont été utilisés afin de faire passer l'armée syrienne comme étant complètement responsable de ces actes, et de déresponsabiliser totalement les bandes armées».

Parallèlement sur le plan politique, la seule voie ouverte par les occidentaux est le dit Conseil National Syrien.

Imposer comme préalable à toute discussion le retrait du régime en place s'assimile à un coup d'état, car en réalité, c'est le «CNS» qui s'imposera de fait.

En vertu de quoi ce parti serait-il représentatif des vœux des syriens ?

A-t-il été désigné suite à des élections libres ?

A-t-il œuvré en Syrie pour faire connaître ses programmes ?

Ses membres sont-ils tous syriens résidents ?

Ce n'est pas un coup d'état que demandent les syriens, mais l'ouverture d'une voie réellement démocratique.

La mise en place du CNS en remplacement du régime actuel consiste en fait à imposer aux syriens la décision arabo-occidentale dans un but qu'il serait bon d'éclaircir.

N'êtes-vous pas surpris que, subitement des pays comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite se préoccupent de la mise en place d'une démocratie chez un pays « frère » alors qu'elle n'existe pas chez eux ?

N'êtes-vous pas surpris que la Ligue Arabe, silencieuse lors de l'invasion de l'Irak, de l'Afghanistan, de la guerre faite par Israël au Liban, devant les difficultés auxquelles doivent faire face les palestiniens, se

mobilise aujourd'hui avec force démonstrations, reprises par les médias quotidiennement contre le régime syrien, avec virulence, intransigeance et vote à tout va toutes les sanctions économiques possibles et imaginables ?

N'êtes-vous pas surpris que pas un mot ne soit prononcé par les médias concernant le Bahreïn, l'Arabie Saoudite ou le Kuwait ?

Depuis quand ces pays se préoccupent-ils de la démocratie ?

Enfin quel pays accepterait que des éléments armés tentent de faire la loi chez lui et reste « l'arme au pied » sans se défendre ?

La démocratie ne s'impose pas, elle s'obtient par les peuples concernés.

Aujourd'hui c'est la guerre civile, demain ce peut-être une déflagration dans tout le Moyen-Orient.

Nous ne croyons pas à la bonne volonté missionnaire, gratuite et altruiste des Chancelleries Occidentales ni à celle de la Ligue Arabe.

Pressé par les événements, le gouvernement syrien a adopté plusieurs réformes dont la fin du monopole du pouvoir exercé par le parti Baath et le vote d'une nouvelle constitution visant (en dépit de nos réserves quant à certains articles) à l'établissement d'une société pluraliste et démocratique, garantissant les libertés publiques et privées, aidant au développement de la liberté d'expression et à la reconnaissance du droit de l'opposition à une activité politique pacifique.

De vastes secteurs de l'opposition nationale pacifique ont accueilli positivement ces mesures.

«L'opposition se compose d'un large spectre de partis très divers majoritairement patriotiques, s'opposant à l'ingérence étrangère et aux bandes armées. De plus, il faut compter avec les Frères musulmans qui peuvent être considérés comme le parti le plus actif et le mieux organisé dans le pays et à l'étranger». Il y a également plusieurs groupes traditionalistes avec différentes orientations, dont l'influence devient clairement visible dans des rassemblements et manifestations dans différentes régions. Ces groupes ne cachent pas leurs objectifs qui sont typiquement réactionnaires et sectaires. Tandis que l'opposition fondamentaliste et armée s'en tient toujours au slogan du renversement du régime, attisant les tensions communautaires.

Dire ceci n'est pas « soutenir le régime », contrairement à une pensée qui s'assimile à du terrorisme intellectuel. Il est possible de revendiquer un Etat de droit sans pour autant cautionner des interventions étrangères, dont l'histoire montre régulièrement qu'elles ne sont jamais dénuées d'arrière-pensées.

Il faut donc agir pour que cesse l'armement des groupes étrangers dont l'existence hier contestée ne fait plus aucun doute aujourd'hui.

Il faut accepter l'idée d'un cessez-le-feu entre les groupes armés et l'armée syrienne qui ne peut que se défendre tant que les attaques persistent.

Il faut cesser de tuer ses habitants, et de ruiner le pays sur le plan économique.

Il faut donner la parole aux partis d'oppositions créés, développés et agissant EN Syrie et non de l'extérieur, et pour ce faire, accepter de les recevoir en France, de leur donner une audience à tout le moins égale à celle donnée au CNS.

Il faut utiliser les élections législatives prévues pour favoriser un débat réel, ouvert et actif et ce, pourquoi pas, sous le contrôle d'une commission neutre composée de représentants de pays a priori non concernés tels, par exemple, la Suède, la Suisse l'Inde ou le Japon.

Il faut que les élections législatives (mai 2012) se déroulent sous le contrôle d'une même commission, que le dépouillement des votes soit effectué sous le même contrôle.

Les syriens peuvent choisir agir et décider.

Le tragique de la situation actuelle ne justifie pas qu'elle persiste.

Si des comptes doivent être réglés, ils le seront une fois qu'aura cessé cet état de guerre et qu'un pouvoir légitime sera mis en place.

Si ces mesures étaient mises en œuvre, elles pourraient être un pas important, dans la transition de la Syrie vers une société démocratique et pluraliste.

Jusqu'à présent, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne (et l'Europe) mènent la campagne internationale visant à imposer de plus en plus de sanctions contre la Syrie. Jour après jour, la situation économique se détériore, la pression sur les conditions de vie du peuple syrien s'intensifie.

Tenter de présenter le problème comme s'il s'agissait d'une lutte communautaire ou religieuse serait une falsification flagrante des faits. La Syrie a maintenu la liberté religieuse pour tous, tout en n'autorisant aucun groupement religieux à dominer l'État ou à être promu par ce dernier.

Dix mille ans d'histoire. Berceau de la civilisation. Premier alphabet. Terre des religions monothéistes. Symbole du vivre ensemble. La Syrie est menacée aujourd'hui d'implosion. La situation est critique et nous ne sommes malheureusement pas encore au bout du chaos qui s'annonce, avec les plus vives inquiétudes qui sont celles de tout un peuple aujourd'hui, meurtri par des débordements qui le dépassent. Ce qui se passe en Syrie fait partie d'une contestation qui dépasse le simple cadre du pays. Certes, nombre de revendications sont justes et légitimes, mais il est des tentatives, de l'intérieur comme de l'extérieur, visant la déstabilisation de la Syrie. Le maintien de la répression et de la situation insurrectionnelle serait au profit d'un désordre sans précédent qui affecterait tous les pays de la région sans exception. N'oublions pas l'inquiétante dimension interconfessionnelle. La Syrie court des dangers immenses de confrontation communautaire qui n'épargneront aucun état du Proche-Orient. La laïcité est en danger ainsi que la paix, la stabilité régionale et le dialogue euro-méditerranéen.

Des solutions de réformes en Syrie et d'apaisement local et régional existent et méritent d'être entendues pour SAUVER non seulement la SYRIE, mais tout le Proche-Orient. La solution ne peut être que politique. Les syriens dans leur majorité écrasante refuseront toute ingérence étrangère. La France pourrait aider à montrer les voies pour une vraie réforme. Elle pourrait également encourager un dialogue serein entre les diverses composantes.

Aussi, nous réclamons le droit de réponse afin d'apporter un autre éclairage, notre témoignage ainsi que notre vision concernant ce qui se passe en Syrie.

Nous tenons à vous présenter une brève analyse des événements successifs qui se sont déroulés en Syrie, afin de mettre en lumière certains faits, d'une part, et d'autre part, tordre le cou à certaines contre-vérités montées de toute pièce et médiatisées.

Pour finir nous n'oublions pas le bien que peuvent apporter les médias dans la mise à jour de scandales, mais également le mal qui peut être fait dans une utilisation non journalistique de ce moyen de communication. Rappelons-nous entre autre de Timisoara en Roumanie et les « armes de destructions massives » en Irak.

Dans l'attente, recevez, Mesdames et Messieurs, l'expression de notre parfaite considération.

Anas Alexis CHEBIB a.chebib@wanadoo.fr Mobile: +33 (0) 684633390

Ali Najib IBRAHIM alinajib@voila.fr

Philippe MORRON pmorron@free.fr

Iyad HALLAJ iyad.hallaj@noos.fr

Bassam TAHAN pierhan@yahoo.fr

Père Michel LELONG 54 rue de Rome- 75008 Paris/ France.

Mobile: +33 (0) 608571835

Safa DELYE safadelye@yahoo.fr

karim SAYEGH ksayegh06@gmail.com

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=COL20120402&articleId=30101>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Lutter de toutes nos forces contre la guerre et les aventures militaires dans la région du Golfe persique et au Moyen-Orient !

Article du Tudeh, (parti communiste iranien,) publié dans l'organe central du Tudeh « Nameh Mardom »

Les événements de ces dernières semaines, telles les nouvelles portant sur les troubles en Syrie et le programme « nucléaire » de la République islamique Iranienne sont des signes de tensions sans précédent dans la région et d'un risque de déclenchement d'une guerre désastreuse et meurtrière qui pourrait facilement s'étendre et prendre des dimensions mondiales.

Les menaces explicites des décideurs américains, britanniques et français sur la nécessité de renforcer les actions contre l'Iran et la Syrie sont à l'origine d'une situation dangereuse dans la région et particulièrement pour ce qui est de notre pays, qui ne peut être ignorée. L'extension des sanctions contre la République islamique iranienne a sans aucun doute causé des troubles économiques sérieux en Iran.

Une hausse inédite du prix des monnaies étrangères, en d'autres termes la dévaluation de la monnaie Iranienne, et par conséquent la hausse des prix des biens de consommation, au moment où le chômage atteint des records historiques et où les usines ferment les unes après les autres, a mis en péril les conditions de vie de vastes couches de la société et plonge de plus en plus la grande majorité de la population dans la pauvreté et la misère. **Et ce n'est que le début d'une guerre économique totale imposée à notre peuple, identique à celle subie par le peuple Irakien avant l'invasion militaire meurtrière des forces de l'OTAN contre ce pays.** Ne pas être en mesure de vendre du pétrole ni d'importer les biens stratégiques indispensables seraient un désastre économique colossal pour un pays où le capitalisme mercantiliste d'une part, et la mise en œuvre des politiques de la Banque mondiale d'autre part, ont considérablement amoindri nos capacités de production nationales et ont transformé notre économie en une simple économie d'exportation de pétrole et d'importation de tous les biens de consommation nécessaires. Ceux qui organisent à l'échelle mondiale ces sanctions, en particulier les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, ont prévu ces sanctions en ayant en tête ces problèmes. Ces plans inhumains ont des objectifs plutôt clairs :

- *Forcer la République islamique à réagir violemment pour s'en sortir, et créer donc un scénario qui poserait une base sur laquelle il serait possible de convaincre les autres puissances mondiales qu'une guerre totale est nécessaire ;*
- *Essouffler le mouvement pacifiste pour le forcer à capituler devant n'importe quel scénario qui proposerait une issue à cette situation très difficile ;*
- *Exciter et mobiliser des fractions de droite du mouvement ainsi que certaines forces de gauche qui ont retourné leurs veste, et les pousser à soutenir la soi-disant intervention « humanitaire » comme ultime option pour faire évoluer la situation ;*
- *Les objectifs à long-terme de cette aventure militaire et probablement d'une guerre régionale sont clairs : contrecarrer la crise économique mondiale ; reconfigurer les politiques économiques à l'échelle mondiale sur la base de la concentration de capitaux astronomiques ; constituer le Grand Moyen-Orient afin d'étendre leur cercle d'influence politique et économique ainsi que leur domination sur une région stratégique du point de vue énergétique ; **détourner les capacités de protestation massive des peuples de la Tunisie et l'Égypte, en Afrique du nord, à la Syrie et l'Iran et d'autres pays du Golfe persique** et mettre un terme aux mouvements progressistes dans la région et mettre en place des « îlots de stabilité politique » qui puissent garantir les intérêts de l'impérialisme, à court et long-terme, dans la région. Hélas, les derniers événements donnent des signes de l'état d'avancement de ce scénario pré-établi par les complexes militaro-industriels mondiaux.*

Les leaders du régime répressif et obscurantiste de la République islamique estiment qu'il n'y a pas de place pour le recul, et au lieu de penser à des façons de faire baisser la tension, ils développent les programmes nucléaires et brandissent des menaces militaires face aux sanctions économiques. Ali Khamenei, leader de la République islamique, a déclaré le 3 février, affirmant que l'Iran ne reculerait pas, que le pays était prêt à la guerre et a mis en avant l'expérience de la « guerre de 33 jours du Liban » face à l'ennemi. En réponse aux menaces Israéliennes, il a évoqué des menaces qui trouveront une « réponse appropriée en temps voulu ». L'ambassadeur Iranien en Russie a également parlé de frapper les intérêts américains et occidentaux dans le monde entier. Et après ces commentaires, ce fut au tour de Mahmoud Ahmadinedjad, lors d'un discours pour le défilé de l'Anniversaire de la révolution, à Téhéran, de promettre que « le monde allait bientôt prendre connaissance de nouvelles prouesses Iraniennes en terme de technologie nucléaire. » Ces commentaires ont été faits au moment où les manœuvres militaires pour fermer le détroit d'Ormuz ainsi que des avertissements officiels et clairs pour le départ des porte-avions Américains et Britanniques du Golfe persique, ont déjà montré leurs conséquences inquiétantes et ont fait grossir les rangs de ceux prêts à rejoindre l'invasion militaire de l'OTAN en République islamique. Les menaces Iraniennes « justifient » clairement la concentration de flottes sous commandement de l'OTAN dans le Golfe persique et en mer d'Oman, et les quantités énormes d'armes vendues aux pays de la région, comme aux émirats, et **la création d'une « hystérie » mondiale autour d'un péril nommé « République islamique ».**

Les dernières nouvelles indiquent que les bases sont jetées pour une catastrophe qui devient de plus en plus imminente :

- *Le Pentagone a commandé auprès de l'industrie militaire américaine une nouvelle génération de bombes anti-bunker de très gros calibre ;*

- Le journal Al-Arabia, citant le Washington Post, affirme que la discussion au sein des cercles dirigeants des Etats-unis et des autres pays de l'OTAN n'est pas de savoir si, mais bien **quand et comment infliger à l'Iran des frappes préventives** ;

- **De larges campagnes médiatiques sont menées contre l'Iran et la Syrie**, et des comptes-rendus rapportant l'implication du Corps révolutionnaire iranien dans les violences contre les habitants de Homs, en Syrie, y compris le reportage de Russia Today concernant une éventuelle préparation de 15 000 soldats du Corps révolutionnaire prêt à se déployer sur le front de la guerre Syrienne ;

- Radio Israël a indiqué des dizaines de milliers de soldats Américains sont en train de monter à la hâte des systèmes Israéliens anti-missiles ;

Dans cette atmosphère et à l'invitation des organisations de paix, la première vague de manifestations contre la guerre a commencé dans les rues Canadiennes, Américaines et Anglaises. Même si ces manifestations ont été organisées dans la précipitation, elles ont été relayées par les médias, et ont reçu un certain soutien populaire. D'autre part, la République Islamique qui a méthodiquement réprimé toutes les organisations de paix nationales et n'a permis aucune manifestation contre la guerre a tenté de dénaturer les objectifs de ces actions et s'en est servi de façon malhonnête pour les dépeindre comme des mouvements favorables à la politique que mène la République islamique. Les véritables organisations de paix progressistes s'opposent à toute intervention des impérialistes dans les affaires de quelque pays que ce soit même sous le masque de l'intervention « humanitaire », et s'oppose clairement et résolument à de telles interventions, et contrairement à certains conciliabules, qui se tiennent à huis clos, ne se taisent pas devant de telles interventions. La voie proposée par la République islamique, cependant, est claire.

Interpréter cette opposition sans la moindre ambiguïté à toute ingérence extérieure comme un soutien des forces éprises de paix du monde entier à la cruauté et au crime, et à l'oppression du peuple que défendent des régimes comme celui théocratique de la République islamique, c'est avoir un toupet qui est le propre des dirigeants de la République islamique. **La réalité est que la plupart des organisateurs de ces mouvements de protestation ont inlassablement manifesté leur opposition aux politiques et aux actions du régime théocratique dans notre pays, et leur opposition aux aventures militaires de l'impérialisme dans la région s'inscrit en solidarité avec la lutte des travailleurs dans notre pays.**

Dans son communiqué du 7 février, le Conseil mondial de la paix a analysé les plans impérialistes visant à constituer un Grand Moyen-orient et examiné les situations actuelles en Syrie et en Iran, le déploiement massif de forces militaires américaines dans le Golfe persique, l'alignement des Cheikhs du Golfe persique sur l'Occident et les provocations constantes d'Israël contre l'Iran, et a affirmé la position de cette organisation progressiste sur les droits démocratiques du peuple et sur les interventions étrangères :

« Nous exprimons notre soutien à la lutte complexe du peuple Iranien pour la paix, la démocratie et la justice sociale et le rejet de toute ingérence dans les affaires internes Iraniennes sous aucun prétexte. Nous réaffirmons une fois de plus le droit inaliénable de toute nation à développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques (...) Nous soutenons les véritables exigences pacifiques, sociales, politiques et économiques du peuple Syrien et affirmons une nouvelle fois qu'aucune puissance n'a le droit de décider pour un autre peuple ou une autre nation. L'humanité ne peut tolérer d'ingérence étrangère dans les affaires internes d'un peuple. La souveraineté d'un pays est de la seule responsabilité de son peuple. » Le communiqué poursuit : « Les forces démocratiques, anti-impérialistes, éprises de paix du monde entier doivent briser le silence et dénoncer les campagnes perfides de l'impérialisme qui ouvre la voie à cette nouvelle agression (...) Nous nous engageons à poursuivre la lutte et à mobiliser des forces dans le monde entier afin de créer les fondations permettant de passer à une nouvelle étape dans la lutte anti-impérialiste, pour défendre la paix, la solidarité et l'auto-détermination des peuples. Nous sommes convaincus que la lutte des peuples pour la paix l'emportera ! »

L'expérience des manifestations mentionnées démontre que l'articulation de slogans pour la paix et le mouvement contre la guerre avec la lutte progressiste de notre peuple pour la démocratie est une nécessité et devrait être mise en avant par les organisations pacifistes de notre pays. Nous nous trouvons devant des jours et des semaines capitales. La région du Golfe persique et le Moyen-Orient sont au bord d'une guerre destructrice qui pourraient s'étendre et prendre des dimensions mondiales. Nous devons réagir face à de telles aventures dangereuses avant qu'il ne soit trop tard. **Aujourd'hui, nous ne devons laisser passer aucune occasion de nous opposer à la guerre et aux fauteurs de guerre, et empêcher la catastrophe avant qu'elle n'éclate.**

Tudeh

Traduction AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/> .

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19